90

PROSPECTUS D'ÉMISSION

ALYSSA SICAV

UNION FINANCIERE ALYSSA

PROSPECTUS D'ÉMISSION

UNION FINANCIERE ALYSSA

Société d'investissement à capital variable régie par
la loi n° 88-92 du 2 août 1988, telle que modifiée
par la loi n° 92-113 du 23 novembre 1992

Ouverture au public, le 15 Novembre 1993

Octobre 1993

Le présent prospectus a été publié à l'occasion de l'ouverture du capital de l'Union Financière Alyssa-SICAV aux souscriptions du public.

La loi 88-92 du 2 août 1988 telle que modifiée par la loi 92-113 du 23 novembre 1992 ainsi que les statuts de l'Union Financière Alyssa-SICAV définissent les conditions générales de l'exercice de son activité tandis que le règlement intérieur arrêté par le Conseil d'Administration vient préciser les conditions particulières de son fonctionnement.

Le présent prospectus reprend de manière synthétique les principales dispositions légales, statutaires et du règlement intérieur de la société pour présenter aux investisseurs les éléments d'appréciation de sa politique d'investissement et de ses objectifs, de l'organisation et des moyens mis en place pour la direction, la gestion et le contrôle des activités de la société. Il informe enfin ces investisseurs sur les droits attachés à la possession des actions de la société.

Responsable de l'information :

Mr Ikbel BEDOUI

Directeur Général
de l'Union Financière Alyssa-SICAV

Directeur à l'UBCI

Délégué Général de l'UBCI
auprès de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Tél.: 345.949 - 333.977

SOMMAIRE

1 - Présentation de la société

2 - Politique d'investissement de la société et objectifs de gestion

3 - Direction, gestion et contrôle des activités de la société

4 - Droits attachés aux actions émises par la société

5 - Personnes qui assument la responsabilité du prospectus d'émission

6 - Visa de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

PRESENTATION DE LA SOCIÉTÉ

I / RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX :

DÉNOMINATION	UNION FINANCIÈRE ALYSSA-SICAV
OBJET SOCIAL	Gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières par l'utilisation exclusive de ses fonds propres.
SIÈGE SOCIAL	7,9 rue Jamel Abdel Nasser - 1000 Tunis
FORME JURIDIQUE	Société d'Investissement à Capital Variable.
LEGISLATION APPLICABLE	Loi 88-92 du 2 août 1988, telle que modifiée par la loi 92-113 du 23 novembre 1992 sur les sociétés d'investissement
AGREMENT	Autorisation du Ministre des Finances du 8 avril 1992
DATE DE CONSTITUTION	15 septembre 1993.
REGISTRE DE COMMERCE	N° 6436
DURÉE	99 ans à compter de son immatriculation au registre de commerce, sauf dissolution anticipée ou prorogation, dans les conditions prévues par les statuts.
CAPITAL INITIAL	300.000 dinars répartis en 3.000 actions de nominal 100 dinars.
PROMOTEUR	Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie.
GESTIONNAIRE	Département Conseil Gestion Epargne Investie de l'UBCI Intermédiaire en Bourse
DEPOSITAIRE	Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie.

I I / ADMINISTRATION-DIRECTION et CONTROLE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président du Conseil d'Administration

Mr Fethi MESTIRI

Administrateurs

Mr Mohamed Sahbi BACCOUCHE
Mr Ikbel BEDOUI
Mr Jean François BELLANGER
Mr Akram BEN AYED
Mr Kheireddine KAABACHI
Mr Jean François MUSSARD
Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie

COMMISSAIRE AUX COMPTES Société Mahmoud KARRAY et Cie.

DIRECTION GENERALE Mr Ikbel BEDOUI

LISTE DES PREMIERS ACTIONNAIRES

Actionnaires	Nombre d'actions	Montant (dinars)
Union Bancaire pour le Commerce & l'Industrie	2.930	293.000
Mr. Fethi MESTIRI	10	1.000
Mr. Ikbel BEDOUI	10	1.000
Mr. Mohamed Sahbi BACCOUCHE	10	1.000
Mr. Akram BEN AYED	10	1.000
Mr. Kheireddine KAABACHI	10	1.000
Mr. Jean François MUSSARD	10	1.000
Mr. Jean François BELLANGER	10	1.000
Total	**3.000**	**300.000**

POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DE LA SOCIÉTÉ ET OBJECTIFS DE GESTION

La politique d'investissement de la société est arrêtée par son Conseil d'Administration. Elle définit d'une part, le cadre dans lequel doivent être effectués ses choix d'investissement, d'autre part, les limites de prises de risque acceptées et enfin les objectifs de performance assignés à la gestion des actifs. Cette politique vise à procurer aux actionnaires un rendement maximum pour des placements à court-terme et une liquidité totale dans le respect des limites légales et statutaires d'une part, et des limites de prises de risque admises par les actionnaires d'autre part.

Ainsi les choix d'investissement seront opérés dans le cadre suivant :

- L'actif de la SICAV sera composé de façon constante de valeurs mobilières ayant fait l'objet d'une émission publique ou inscrites à l'un des marchés de la cote permanente de la Bourse, de titres émis ou garantis par l'Etat, et de fonds en dépôt :
  - . actions inscrites sur le premier ou second marché de la cote permanente,
  - . actions portées sur la liste du marché occasionnel,
  - . actions d'autres SICAV,
  - . bons d'équipements et autres titres d'emprunts d'Etat,
  - . obligations ayant fait l'objet d'une émission publique,
  - . bons du trésor,
  - . certificats de dépôt,
  - . billets de trésorerie,
  - . dépôts à terme,
  - . dépôts à vue.
- Dans un délai n'excédant pas deux années à compter de sa création, l'actif de la SICAV sera composé à hauteur de 70% au minimum de valeurs mobilières :
  - . actions inscrites sur le premier ou second marché de la cote permanente,
  - . actions portées sur la liste du marché occasionnel,
  - . actions d'autres SICAV,
  - . bons d'équipement et autres titres d'emprunt d'Etat,
  - . obligations ayant fait l'objet d'une émission publique.

Parmi ces valeurs, une part prépondérante sera réservée aux valeurs à revenu fixe et notamment aux titres d'emprunt d'Etat.

- L'actif de la SICAV devra à tout moment être conforme aux règles légales de division des risques :
  - . la SICAV ne pourra employer plus de 10% de son actif aux titres d'un même émetteur sauf s'il s'agit de titres émis ou garantis par l'Etat,
  - . la SICAV ne pourra détenir plus de 10% des actions d'une même société.

- Le capital de la SICAV pouvant varier à tout moment en fonction des demandes de souscription et de rachat enregistrées, l'actif devra être constamment ajusté pour rester en conformité avec les ratios réglementaires d'emploi de l'actif en valeurs mobilières et de division des risques définis ci-avant.
- La SICAV ne pourra disposer d'autres ressources que ses fonds propres et ne pourra notamment pas emprunter pour faire face à d'éventuels besoins de trésorerie. En outre, la SICAV sera tenue de satisfaire toutes demandes de rachat exprimées par ses actionnaires. En conséquence, le degré de liquidité de son actif devra être constamment ajusté en fonction des prévisions de souscriptions et de rachats.

Les décisions d'investissement s'inscriront dans les limites de prises de risque suivantes :
- le risque de liquidité (ou d'immobilisation) est le risque majeur encouru. Il se concrétise par l'impossibilité de vendre certains titres de son portefeuille à un cours raisonnable quand la SICAV est confrontée à d'importantes demandes de rachat de ses actions.
La maîtrise de ce risque devra être recherchée d'une part, dans une répartition de l'actif entre différentes natures de supports accordant une part suffisante aux supports les plus liquides et d'autre part, dans l'utilisation de la technique de la mise en pension de titres qui permet d'obtenir des liquidités sans avoir à céder, avec de fortes moins-values, ces titres.

- le risque de taux se manifeste chaque fois que les taux du marché monétaire ou des nouvelles émissions obligataires connaissent une hausse qui dévalorise les actifs monétaires ou obligataires déjà détenus par la SICAV. La maîtrise de ce risque résidera dans une bonne information qui permettra d'anticiper ces évolutions de taux.

- le risque de contrepartie est un risque très rare, il se manifeste en cas de défaillance de l'émetteur d'un emprunt obligataire. La maîtrise de ce risque réside dans une bonne division de l'actif et dans la préférence accordée aux titres émis ou garantis par l'Etat.

Enfin l'objectif de la gestion est de procurer aux actionnaires un rendement net de leur investissement sur du court-terme, au moins égal au rendement net d'un placement sur le marché monétaire.

DIRECTION, GESTION ET CONTROLE DES ACTIVITES DE LA SOCIETE

Le Directeur Général de la Société a la responsabilité de mettre en œuvre la politique d'investissement arrêtée par le Conseil d'Administration.

A cet effet, il préside un Comité d'Investissement formé de membres sélectionnés pour leur connaissance des marchés monétaire et boursier, qui se réunissent quotidiennement pour échanger les informations recueillies sur les marchés et leurs tendances, et évaluer les opportunités d'investissement qui se présentent ainsi que leurs risques inhérents.

L'exécution des décisions d'investissement arrêtées quotidiennement par ce Comité et la gestion administrative et comptable qui y est rattachée sont confiées au département Conseil Gestion Épargne investie de l'Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie en vertu d'une Convention de Gestionnaire passée entre la Banque et la société Union Financière Alyssa-SICAV en date du 20 septembre 1993.

Par ailleurs, en vertu de la Convention de Dépositaire conclue entre l'Union Financière Alyssa et l'Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie en date du 20 septembre 1993, cette dernière est chargée de:

- conserver les titres et les fonds de la SICAV,
- recevoir les montants des souscriptions, régler les montants des rachats et établir les avis d'opérations qui affectent le compte-titres et le compte-numéraire de la SICAV en exécution des décisions de gestion prises par le gérant,
- attester les états de la situation du portefeuille et du compte numéraire de la SICAV qui sont trimestriellement publiés,
- contrôler que la valeur liquidative est calculée conformément aux prescriptions légales et réglementaires,
- s'assurer que les opérations effectuées par la société sont conformes à la législation et à ses statuts.

Ces fonctions de gestionnaire et de dépositaire, assurées simultanément par l'UBCI, ont été placées sous la responsabilité de deux directions centrales distinctes de la banque pour permettre à chacune de ces fonctions de s'exercer en toute indépendance.
Pour toute rémunération de ses services de Gestionnaire et de Dépositaire, l'Union Financière Alyssa-SICAV paiera à l'Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie un montant annuel égal à un pour cent de l'actif net moyen de la SICAV. Ce montant sera imputé sur les frais généraux de la société.

Trois niveaux de contrôle de l'activité de la société ont été prévus:

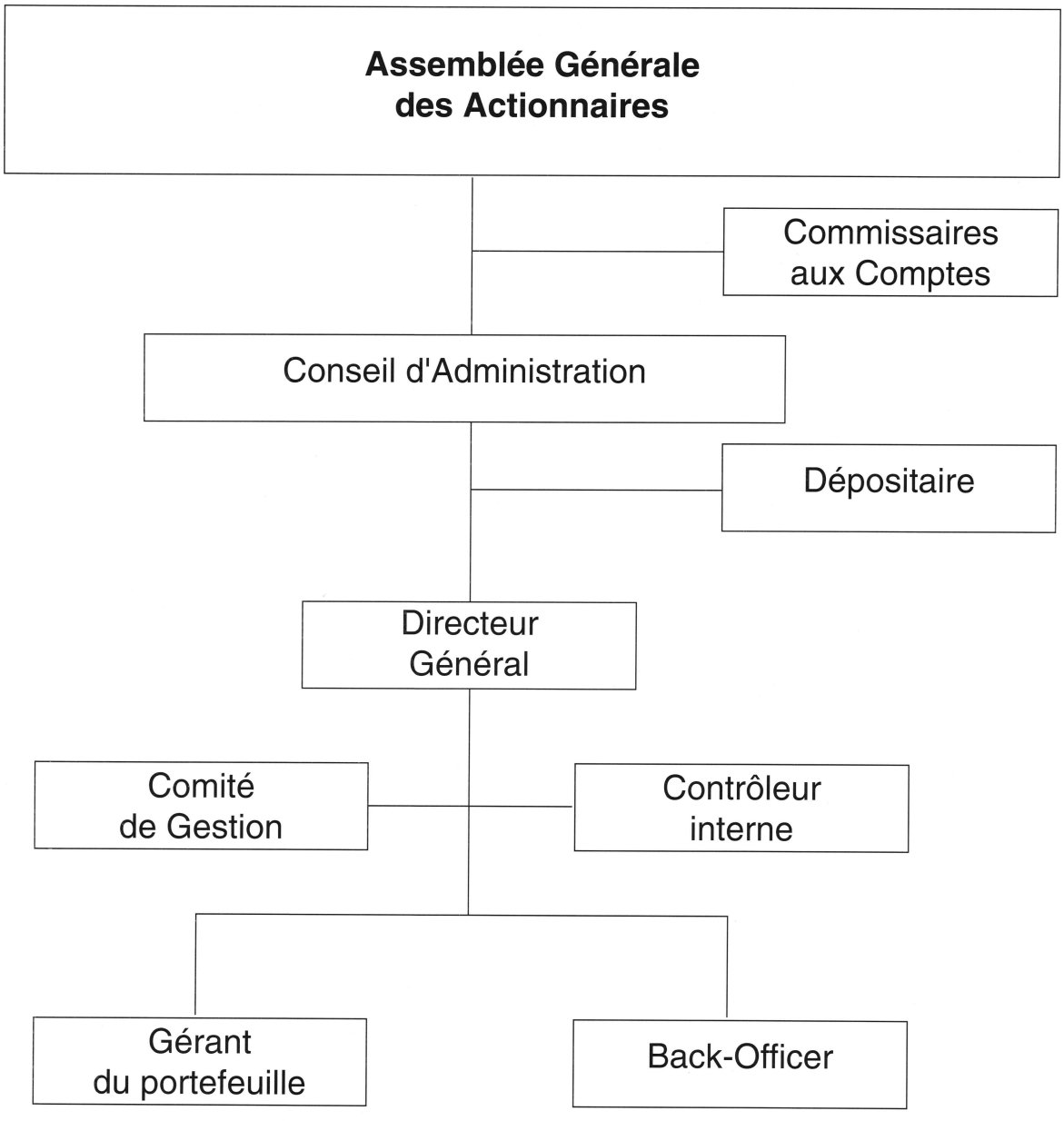
- un contrôle interne du gestionnaire qui a notamment pour objet de:

  . vérifier que les opérations réalisées ainsi que leur mode de comptabilisation sont conformes aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, aux normes et usages professionnels et déontologiques et aux orientations de l'organe exécutif,
  . vérifier que les limites fixées, en matière de risques, sont strictement respectées,
  . veiller à la qualité de l'information comptable et financière, en particulier aux conditions d'enregistrement, de conservation et de disponibilité de cette information.

- un contrôle par le Dépositaire de la situation du portefeuille et du compte numéraire ainsi que des opérations qui les affectent,
- un contrôle externe par le commissaire aux comptes de la société.

De sorte qu'avec le concours de l'Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie, l'Union Financière Alyssa peut compter sur une équipe de professionnels disposant de moyens informatiques puissants pour sa gestion financière, administrative et comptable et alimentés par une information continue sur les évolutions du marché financier permettant une gestion optimale du portefeuille.

UNION FINANCIÈRE ALYSSA-SICAV



DROITS ATTACHES AUX ACTIONS EMISES PAR LA SOCIETE

1/ Valeur liquidative, prix de souscription et de rachat :
Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle à la fraction de capital qu'elle représente.

Le capital de la société peut varier sans qu'il ne soit nécessaire de modifier ses statuts, ni de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire, ni de procéder à la publicité prévue par le Code de Commerce.

Le capital augmente par suite d'émission de nouvelles actions et diminue par suite du rachat de ses propres actions par la société à la demande d'un actionnaire. Les variations de ce capital n'affectent d'aucune manière les revenus acquis par les actionnaires grâce au mécanisme automatique des "comptes de régularisation des revenus".

Aucun actionnaire ne peut prétendre à un droit préférentiel de souscription lors des augmentations du capital.

La souscription aux actions émises par la SICAV peut être effectuée à tout moment. Cette souscription est réalisée à un prix dit "prix de souscription" égal à la valeur liquidative de la veille, majorée d'un droit d'entrée dont le montant est fixé à cent dinars par ordre de souscription.
Toutefois lorsque le montant souscrit excède cinquante mille dinars, cette souscription est réalisée en franchise totale de droit d'entrée.

L'actionnaire peut demander à tout moment à la société qu'elle lui rachète tout ou partie des actions qu'il détient. Ce rachat par la société de ses actions est réalisé à un prix dit "prix de rachat" égal à la valeur liquidative de la veille, minorée d'un droit de sortie dont le montant est fixé à 0,1% du montant du rachat.
Toutefois, lorsque le montant racheté par un même actionnaire au cours d'une même journée n'excède pas cinq cent mille dinars, le ou les rachats de cette journée sont réalisés en franchise totale de droit de sortie.

La valeur liquidative de l'action Union Financière Alyssa est calculée quotidiennement et obtenue en divisant l'actif net de la société par le nombre d'actions en circulation composant son capital social.

Le montant de l'actif net est obtenu comme l'addition des éléments suivants :
- Le portefeuille de valeurs mobilières ainsi que les coupons courus qui y sont attachés,
- Les titres de créance négociables et les fonds en dépôt sous déduction des charges à payer.

Pour la détermination quotidienne de la valeur liquidative, les titres composant le portefeuille de la SICAV sont évalués sur la base des modalités suivantes:

- Pour les valeurs mobilières admises à l'un des marchés de la cote permanente, l'évaluation se fait sur la base de la moyenne des cours de la cotation du jour;
- Pour les valeurs mobilières que la Bourse désigne à la négociation sur le marché occasionnel, l'évaluation se fait sur la base du dernier cours pratiqué sur le marché.

Le Conseil d'Administration peut décider à tout moment de corriger l'évaluation d'une valeur mobilière détenue dans le portefeuille, sous réserve que cette valeur n'ait pas été cotée ce jour là et que cette correction soit motivée par des événements en cours qui rendent probable une telle évolution par rapport à la dernière cotation connue de cette valeur mobilière. Cette correction doit être portée à la connaissance du commissaire aux comptes de la société.

Les prix de souscription et de rachat seront affichés chaque jour aux guichets de l'Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie ainsi qu'au parquet de la Bourse. Ils feront ainsi l'objet de publication au Bulletin Officiel de la Bourse ainsi que sur la presse nationale à intervalles périodiques.

L'exercice social de la société est clôturé le 31 décembre de chaque année (sauf le premier exercice qui sera clôturé le 31 décembre 1994).

La société ne pouvant constituer de réserves d'aucune sorte, l'intégralité des revenus distribuables est servie aux actionnaires lors de la mise en paiement des dividendes.

2/ Modalités de souscription et de rachat:
Les demandes de souscription et de rachat doivent obligatoirement être introduites auprès de l'agence UBCI qui tient le compte bancaire du client. Si le souscripteur n'est pas titulaire d'un compte, l'agence lui en ouvrira un au moment de la souscription.

La propriété d'actions de l'Union Financière Alyssa est matérialisée par les avis d'opéré d'ordres de souscription délivrés par l'UBCI lors de chaque souscription pour autant que ceux-ci n'aient pas été invalidés par des ordres de rachat ultérieurs.
Une heure limite de réception des ordres de souscription ou de rachat sera affichée dans les guichets de l'UBCI.
Les demandes de souscription ou de rachat parvenues aux guichets de l'UBCI avant cette heure-limite sont exécutées sur la base des prix de souscription ou de rachat du jour. Au-delà de cette heure-limite, les ordres seront exécutés sur la base des prix de souscription ou de rachat du jour ouvrable suivant.

3/ Conditions statutaires de suspension des opérations de souscription et de rachat:
Les opérations de rachat de ses actions par la SICAV seront suspendues lorsque le capital de la société atteint D. 200.000 et l'actionnaire ne pourra pas exiger le rachat de ses actions si ce rachat doit ramener le capital en dessous de ce montant.

En outre, le Conseil d'Administration de la SICAV pourra décider de suspendre les opérations de souscription et de rachat si des circonstances exceptionnelles l'exigent ou si l'intérêt des actionnaires le commande. Le Conseil doit, dans ce cas, motiver sa décision, recueillir l'avis du commissaire aux comptes, informer la Bourse au plus tard le lendemain ouvrable du jour où la décision est prise, informer les actionnaires par avis publié au JORT, au Bulletin Officiel de la Bourse et sur un quotidien en langue arabe et un autre en langue française ainsi que par affichage sur les lieux habilités à recevoir ces opérations.

Si la suspension est prévue pour une période supérieure à 3 mois ou si elle vient d'être prorogée de manière à dépasser la période de 3 mois, le Conseil doit, dans les 30 jours qui suivent la décision de suspension ou de prorogation, convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la SICAV.

4/ Informations mises à la disposition des actionnaires:
Les actionnaires sont tenus informés de l'activité et de l'évolution de la société, de la manière suivante:

a/ La valeur liquidative est publiée en permanence dans les guichets habilités à recevoir les demandes de souscription et de rachat. Elle est également affichée au parquet de la Bourse . Elle sera ainsi publiée dans le Bulletin de la Bourse et sur la presse nationale.

b/ Les statuts, le règlement intérieur, les publications trimestrielles et les rapports annuels d'activité de la société seront disponibles en quantité suffisante à tous les guichets de l'UBCI.

c/ La composition de l'actif de la société, certifiée par le commissaire aux comptes, est publiée au Bulletin de la Bourse dans un délai maximum de 30 jours à compter de la fin de chaque trimestre.

d/ Trente jours au moins avant la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire, l'Union Financière Alyssa-SICAV publiera au Bulletin de la Bourse et au Journal Officiel de la République Tunisienne, son rapport d'activité, les rapports du commissaire aux comptes ainsi que son bilan et ses comptes annexes. Elle les publiera à nouveau après l'Assemblée Générale, au cas où cette dernière les modifie.

PERSONNES QUI ASSUMENT LA RESPONSABILITE DU PROSPECTUS D'EMISSION

A notre connaissance, les informations portées au présent prospectus sont conformes à la réglementation en vigueur, aux statuts de la société et à son règlement intérieur.

Le Président du Conseil d'Administration

Fethi MESTIRI

Le Directeur Général

Ikbel BEDOUI

Le Commissaire aux comptes

Société Mahmoud KARRAY & Cie

La notice légale a été publiée au JORT n° 93 du 1er octobre 1993

Visa de la Bourse des Valeurs Mobilières
n° 93/90 du 21 OCT 1993
délivré au vue de l'article 29 de la loi n°89-49 du 6 mars 1989
le Président de la Bourse

الأشخاص الّذين يتحمّلون مسؤولية نشرة الإصدار

إنّ المعلومات التي تحتويها نشرة الإصدار هذه، مطابقة حسب علمنا ، للقوانين الجاري بها العمل والقانون الأساسي للشّركة ونظامها الدّاخلي، ولا يعتريها أيّ سهو من شأنه أن يحرّف مداها.

رئيس مجلس الإدارة
السّيد فتحي المستيري

المدير العام
السّيد إقبال بدوي

مراقب الحسابات
شركة محمود كراي وشركائه

صدرت النّشرة القانونيّة بالرّائد الرّسمي للجمهوريّة التّونسيّة رقم 93 بتاريخ غرّة أكتوبر 1993

Visa de la Bourse des Valeurs Mobilières
n° 93/90 du 21 OCT 1993
délivré au vue de l'article 29 de la loi n°89-49 du 6 mars 1989
le Président de la Bourse

4 - المعلومات الموضوعة على ذمّة المساهمين

يقع إعلام المساهمين بنشاط وتطوّر الشّركة بالطّرق التّالية :

أ ـ تنشر قيمة التّصفية باستمرار بالشّبابيك الّتي تصرّح لديها طلبات الإكتتاب وإعادة الشّراء. وتعلّق كذلك بقاعة التّداول بالبورصة. كما تنشر بالصّحافة القوميّة وبنشريّة البورصة.

ب ـ يوضع القانون الأساسي ، والنّظام الدّاخلي ، والنّشريات الثلاثيّة والتّقارير السنويّة للشّركة ، بكمّيات كافية لدى كافّة شبابيك الإتّحاد البنكي للتّجارة والصّناعة.

ج ـ تنشر تركيبة موجودات الشّركة المصادق عليها من طرف مراقب الحسابات بنشريّة البورصة في أجل لا يتعدّى 30 يوما منذ نهاية كلّ ثلاثيّة.

د ـ ينشر الإتحاد المالي علّيسة سيكاف بنشريّة البورصة ثلاثين يوما على الأقلّ قبل انعقاد الجلسة العامّة العاديّة ، تقرير نشاطه السّنوي ، وتقرير مراقب الحسابات وكذلك موازناته وحساباته الملحقة.

كما تنشر هذه التّقارير من جديد بعد انعقاد الجلسة العامّة في صورة ما أدخلت هذه الأخيرة تعديلات عليها.

تعلّق أسعار الإكتتاب وإعادة الشّراء يوميّا بشبابيك الإتّحاد البنكي للتّجارة والصّناعة وكذلك بقاعة التّداول بالبورصة. ويعلن عنها أيضا بالنّشريّة الرّسميّة للبورصة وبالصّحف القوميّة.

تختتم السّنة الماليّة للشّركة في 31 ديسمبر من كلّ سنة (باستثناء السّنة الماليّة الأولى التّي تختتم في 31 ديسمبر 1994)

لا يخوّل للشّركة تكوين متخلّدات بأيّ نوع كان ، ذلك أنّ جميع عائداتها توزّع وجوبا بأكملها بين المساهمين عند توزيع حصص الأرباح.

2 - شروط الإكتتاب وإعادة الشّراء

تصرّح طلبات الإكتتاب وإعادة الشّراء وجوبا لدى فرع الإتّحاد البنكي للتّجارة والصّناعة الّذي يمسك حساب الحريف. وإذا لم يكن لهذا الأخير حساب ، فإنّ الفرع الذي يقصده يفتح له حسابا آنيا عند الإكتتاب.

تجسّم ملكيّة أسهم الإتّحاد المالي علّيسة سيكاف بإشعار لتنفيذ إذن الإكتتاب الّذي يسلّمه الإتّحاد البنكي للتّجارة والصّناعة إثر كلّ عملية اكتتاب ما لم يقع في الأثناء إعادة شراء الأسهم المكتتبة.

ويعلن عن السّاعة الفاصلة لقبول أذون الإكتتاب وإعادة الشّراء باعتماد آخر سعر جاري به العمل بإشعار يعلّق بشبابيك الإتّحاد البنكي للتّجارة والصّناعة. إنّ الطّلبات التّي يصرّح عنها قبل السّاعة الفاصلة المشار إليها أعلاه ، تنفّذ باعتماد سعر اليوم للإكتتاب وإعادة الشّراء. بعد تلك السّاعة الفاصلة ، تنفّذ الأذون باعتماد سعر يوم العمل الموالي.

3 - شروط التّعليق الوقتي لعمليّات الإكتتاب وإعادة الشّراء

تعلّق وقتيّا عمليّات إعادة شراء الشّركة لأسهمها كلّما نزل مبلغ رأس مالها الى مستوى 000 200 دينار.

كما لا يجوز للمساهم إجبار الشّركة على أن تسترجع منه الأسهم التّي يمتلكها في رأس مالها إذا ما تؤدّي عمليّة الاسترجاع هذه للتّخفيض في رأس المال دون المبلغ االأدنى القانوني.

كما يجوز كذلك لمجلس الإدارة أن يعلّق وقتيّا عمليّات الإكتتاب وإعادة الشّراء كلّما استوجبت ذلك حالات طارئة أو كلّما استوجبته مصلحة المساهمين. وفي هذه الحالة يجب على المجلس تعليل قراره ، وتقصّي رأي مراقب الحسابات ، وإشعار البورصة بالقرار في أجل أقصاه يوم العمل الموالي لأخذ القرار . كما يجب إعلام المساهمين بواسطة إشعار ينشر بالرّائد الرّسمي وبنشريّة البورصة وبصحيفة يوميّة باللّغة العربيّة وأخرى بالفرنسيّة وكذلك بإعلان يعلّق في كافة الأماكن التي تقام بها هذه العمليّات.

إذا اتّخذ قرار التّعليق لمدّة تفوق الثّلاثة أشهر، أو إذا ما تعدّت مدّة التّعليق الثّلاثة أشهر، فإنّه على المجلس أن يقوم في أجل 30 يوما من تاريخ قرار التّعليق باستدعاء الجلسة العامّة الإستثنائية لمساهمي شركة الاستثمار.

الحقوق المتعلّقة بالأسهم المطروحة من طرف الشّركة

1 - قيمة التّصفية، وسعر الإكتتاب، وإعادة الشّراء

يخوّل كلّ سهم لحامله ، في موجودات الشّركة وفي توزيع المرابيح ، قسطا يقابل نسبة السّهم من رأس مال الشّركة.

يمكن القيام بتغييرات رأس مال الشّركة دون الإلتجاء إلى تنقيح القانون الأساسي ودون عرضها على الجمعيّة العامّة للمساهمين أو القيام بعمليّات النّشر الّتي تنصّ عليها أحكام المجلّة التجاريّة.

يرفّع رأس المال على إثر إصدار أسهم جديدة، ويخفّض على إثر عمليات إعادة شراء الشّركة لأسهمها بطلب من مساهميها. ولا تؤثّر تغييرات رأس المال هذه بأيّ حال من الأحوال على المداخيل المحصّلة من طرف المساهمين، وذلك يعزى للإستخدام المنتظم لآليّات «حسابات تسوية المداخيل».

لا يجوز لأيّ مساهم أن يتمتّع بحقّ أفضليّة الإكتتاب في عمليّات التّرفيع في رأس المال. يمكن لعمليّات الإكتتاب في أسهم شركة الإستثمار أن تتمّ في أي وقت كان بسعر اكتتاب يساوي آخر قيمة تصفية يضاف إليها معلوم الدّخول قدره مائة دينار عن كلّ إذن بالإكتتاب. مع أنّ عمليّات الإكتتاب التّي يفوق مبلغها الجملي خمسين ألف دينار تكون معفاة كليّا من دفع معلوم الدّخول. يمكن لكلّ مساهم أن يطلب في أيّ وقت كان من الشّركة أن تسترجع منه كامل أو بعض الأسهم الّتي يمتلكها. فتسترجع الشّركة أسهمها على أساس سعر إعادة الشّراء الّذي يساوي آخر قيمة تصفية يطرح منها معلوم الخروج المحدّد بـ 0,1 ٪ من مبلغ العمليّة ، علما وأنّه ما لم يزد المبلغ المسترجع في نفس اليوم ولنفس المساهم عن خمس مائة ألف دينار فإنّه يعفى من دفع أيّ معلوم خروج.

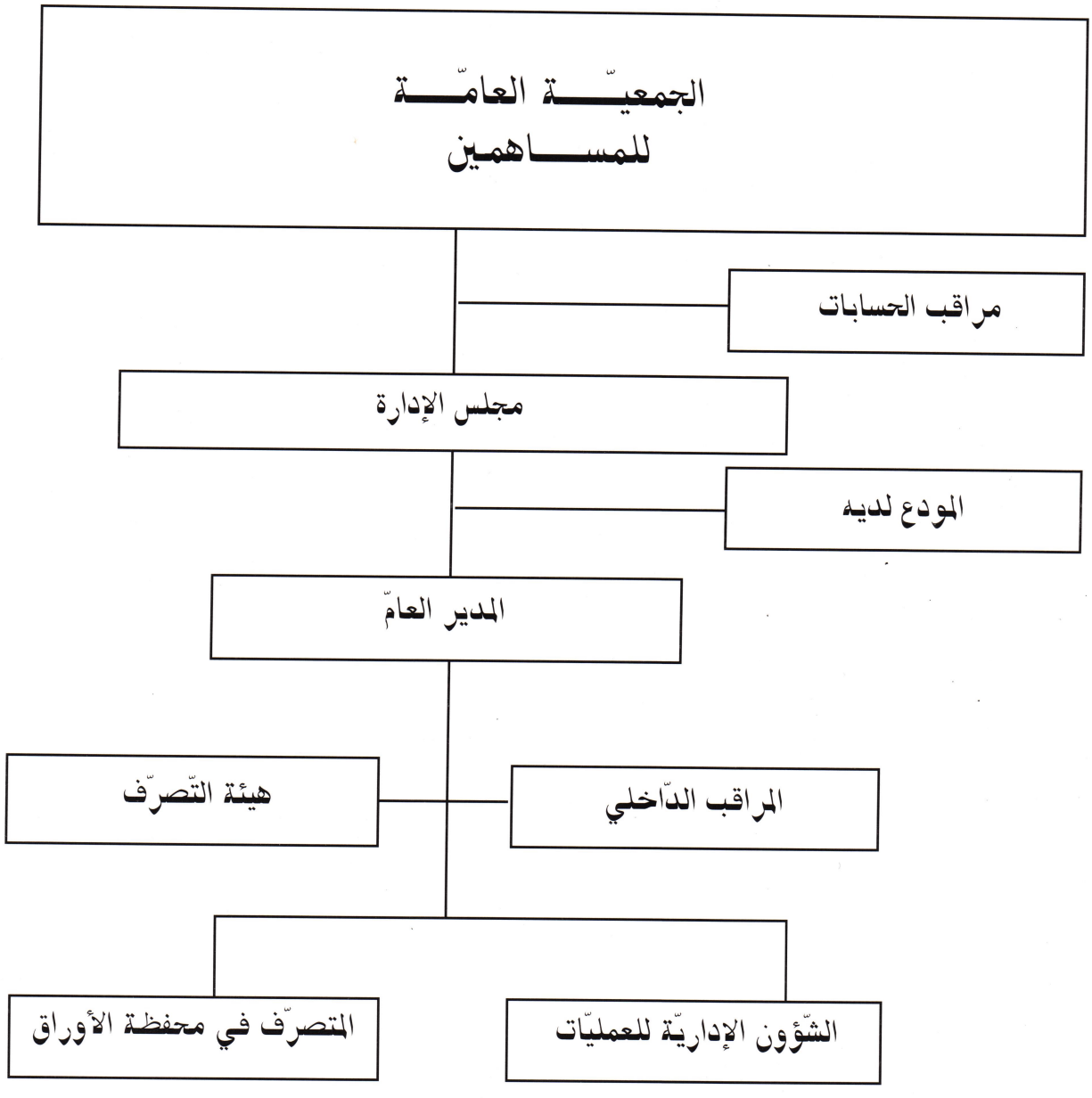
وتحتسب قيمة التّصفية لأسهم الإتّحاد المالي علّيسة سيكاف يوميّا. ويتحصّل عليها بقسمة صافي الموجودات على عدد الأسهم المتداولة. ويتمثّل مبلغ الموجودات الصّافية في مجموع العناصر التّالية :

* محفظة الأوراق الماليّة تضاف إليها فوائدها الجارية.

* السّندات القابلة للتّداول والأموال المرصودة مخصوم منها المصاريف غير المسدّدة. ولتقدير قيمة التّصفية يوميّا ، فإنّ الأوراق الماليّة الّتي تحتويها محفظة الشّركة تقيّم حسب الأساليب التّالية :

- بالنّسبة للأوراق الماليّة المدرجة بإحدى أسواق التّسعيرة القارّة ، فإنّ تقييمها يقع بالنّظر لمعدّل أسعار كلّ ورقة بالبورصة خلال يوم التّقييم.
- بالنّسبة للأوراق الماليّة الّتي تسعّر بالسّوق غير القارّة ، فإنّ تقييمها يقع على أساس آخر سعر مسجّل بالبورصة.
- يخوّل لمجلس الإدارة في أيّ وقت كان تصحيح تقييم ورقة ماليّة معيّنة من بين الأوراق الّتي تحتويها المحفظة شريطة أن لن تسجّل يومها سعرا بالبورصة وأن يكون هذا التّصحيح معلّلا بأحداث طارئة من شأنها أن تؤثر على تقييم الورقة بالنّظر لآخر تسعيرة بالبورصة. علما وأنّه يجب إشعار مراقب حسابات الشّركة بهذا التّصحيح.

الإتّحـــاد المالـــي علّيســـة سيكـــاف



وأحدثت لهذا الغرض ثلاثة أوجه لمراقبة نشاط الشّركة :

- مراقبة داخليّة من طرف المتصرّف والّتي تعنى خاصّة :

* التّثبّت في مطابقة العمليّات المنجزة ومطابقة احتسابها للتّنصيصات القانونيّة والتّرتيبيّة الجاري بها العمل وللأساليب والأعراف المهنيّة والتّنظيميّة واتّجاهات الجهاز التّنفيذي.
* التّثبّت في مدى احترام الحدود المرسومة في ميدان المخاطرة
* السّهر على نوعيّة المعلومات الماليّة والمحاسبة ، وخاصّة شروط تسجيلها ، وتخزينها وتواجدها.

- مراقبة من طرف المودع لديه لوضيعيّة المحفظة، وحساب الأموال السّائلة، وكذلك العمليّات الّتي تهمّها.

- مراقبة خارجيّة من طرف مدقّقي حسابات الشّركة. بحيث يمكن لشركة الإستثمار علّيسة سيكاف وبمساعدة من الإتّحاد البنكي للتّجارة والصّناعة ، أن تعوّل على مجموعة من الاخصّائيّين المدعّمين بإمكانات وبرامج إعلاميّة دقيقة في ميدان التّصرّف المالي والإداري والمحاسبي، ومزوّدة بمعلومات متواصلة عن تطوّرات السّوق الماليّة ممّا يخوّل لها أدقّ تصرّف في محفظة أوراقها.

الإدارة، والتّصرّف ومراقبة أنشطة الشّركة

يكلّف مدير عام الشّركة بتنفيذ سياسة الإستثمار التّي أقرّها مجلس الإدارة.

لذلك يترأس هيئة الإستثمار المتكوّنة من أعضاء يقع اختيارهم حسب خبرتهم في ميدان أسواق النّقد والبورصة. وتجتمع الهيئة يوميّا لغاية تبادل المعلومات المجمّعة حول أسواق المال واتّجاهاتها، وكذلك قصد تقييم فرص الإستثمار المتاحة وتحديد درجة المخاطرة في كلّ منها.

كما تعهد مسؤليّة تطبيق قرارات الإستثمار التي تتّخذها الهيئة وكذلك التّصرّف الإداري والمحاسبي المتعلّق بتلك القرارات، إلى إدارة الوساطة لدى البورصة بالإتّحاد البنكي للتّجارة والصّناعة، وذلك بمقتضى اتفاقيّة تصرّف أبرمت بين البنك وعلّيسة سيكاف بتاريخ 20 سبتمبر 1993.

كما أنّه بمقتضى اتّفاقيّة أبرمت بين علّيسة سيكاف والإتّحاد البنكي للتّجارة والصّناعة بتاريخ 20 سبتمبر 1993 ، كلّف البنك المذكور بمهمّة مودع لديه. وفي هذا الإطار يتولّى هذا الأخير :

- المحافظة على الأوراق الماليّة والأموال التّابعة لشركة الإستثمار
- استلام مبالغ الإكتتابات ودفع قيمة الأسهم المسترجعة والقيام بإشعارات العمليّات التّي لها صلة بحساب السّندات وحساب الأموال التّابعة للشّركة طبقا للقرارات التي يتّخذها المتصرّف.
- ضبط قوائم وضعيّة المحفظة وحساب الأموال السّائلة للشّركة التّي تنشر في نهاية كل ثلاثيّة.
- مراقبة احتساب قيمة التّصفية وفقا للتّنصيصات القانونيّة والتّرتيبيّة.

وإنّ مهام المتصرّف والمودع لديه التّي عهدت للإتّحاد البنكي للتّجارة والصّناعة يقوم بكلّ منها على حدة تحت مسؤوليّة إدارتين مركزيّتين مختلفتين لدى البنك حتى يتسنّى لكلتا الإدارتين القيام بمهمّتها بكلّ حريّة.
تصرف شركة الإستثمار علّيسة سيكاف لحساب الإتّحاد البنكي للتّجارة والصّناعة ، مقابل خدماته كمتصرّف ومودّع لديه ، مبلغا سنويا يساوي على أكثر تقدير 1 ٪ من معدّل الموجودات الصّافية لعلّيسة سيكاف. ويحتسب هذا المبلغ من بين المصاريف العامّة للشّركة.

إنّ قرارات التّوظيف تؤخذ في الحدود التّالية للمخاطر :

- خطر السّيولة (أو التّجميد) هو أكبر خطر على الإطلاق يمكن التّعرض إليه. ويتمثّل في عدم إمكانيّة التّفويت بأسعار معقولة في بعض الأوراق الّتي تحتويها المحفظة، وذلك عند تعرّض الشّركة لمجابهة طلبات هامّة لإعادة شراء أسهمها.

يجب محاولة التّحكّم في هذه المخاطرة من ناحية بواسطة توزيع الموجودات بين أكبر عدد من أدوات التّوظيف المختلفة مع تخصيص أوفر قسط منها للأدوات الّتي توفّر أكثر سيولة، ومن ناحية أخرى باستخدام عمليّات إيداع الأوراق مقابل سدّ متطلّباتها من السّيولة دون الإلتجاء إلى التّفويت في تلك الأوراق بأسعار متدنّية .

- خطر نسب المردوديّة الّذي يبرز كلّما تصاعدت نسب الفائدة بالسّوق النّقديّة أو عند إصدارات قروض رقاعيّة جديدة، ممّا يقلّص من قيمة الموجودات النّقديّة للشّركة أو موجوداتها الرّقاعية. وتكمن إمكانيّة التّحكّم في هذا الخطر في المتابعة الجيّدة للمعولومات الخاصّة بتلك الأسواق حتّى يتسنّى للشّركة تكهّن تطوّرات نسبة الفائدة.

- خطر عدم تواجد متدخّلين في السّوق قصد المحافظة على توازنه. وهو خطر نادر الوقوع لا يحصل إلاّ عند إخلال مصدر لقروض رقاعيّة لواجباته. ويمكن التّحكم في هذا الخطر بواسطة تعدّدية الموجودات مع إعطاء الأولويّة للسّندات المطروحة أو المضمونة من طرف الدّولة.

وأخيرا يتمثّل هدف التّصرّف في تمكين المساهمين من مردوديّة صافية لمساهماتهم على المدى القصير توازي على الأقلّ المردوديّة الصّافية للتّوظيف بالسّوق النّقديّة.

سياسة الإستثمار للشّركة وأهداف التّصرّف

إنّ سياسة الإستثمار للشّركة محدّدة من طرف مجلس إدارتها. وتعرّف من ناحية بالإطار الّذي يجب أن تتبلور في نطاقه اختياراتها الإستثماريّة ، ومن ناحية أخرى بمدى المخاطر الممكن قبولها، وأخيرا بالأهداف والنّتائج المرسومة للتّصرف في موجوداتها.

وترمي هذه السّياسة لفائدة المساهمين إلى توفير مردوديّة قصوى عن توظيفات قصيرة المدى وكذلك سيولة تامّة مع احترام الحدود القانونيّة والنّظاميّة من ناحية، وحدود المخاطرة المقبولة من طرف المساهمين من ناحية أخرى.

ولذلك تتمّ اختيارات الإستثمار في الإطار التّالي :

ـ تتكوّن موجودات الشّركة بصفة قارّة من أوراق ماليّة أصدرت بواسطة الطّرح العام أو مدرجة بإحدى أسواق التّسعيرة القارّة للبورصة ، ومن سندات مطروحة أو مضمونة من طرف الدّولة ومن الأموال المودّعة :

* أسهم مدرجة بالسّوق الأولى أو الثّانية من التّسعيرة القارّة
* أسهم شركات مضمّنة بقائمة السّوق غير القارّة
* أسهم شركات استثمار أخرى ذات رأس مال متغيّر
* رقاع التّجهيز وسندات الدّولة
* رقاع وقع طرحها بواسطة الإكتتاب العام
* رقاع الخزينة
* شهادات إيداع
* أوراق خزينة
* إيداعات لأجل
* إيداعات تحت الطّلب
* وفي أجل لا يتعدّى سنتين منذ تأسيس الشّركة تصبح 70 ٪ على الأقل من الموجودات متكوّنة من أوراق ماليّة :
* أسهم مدرجة بالسّوق الأولى أو الثّانية من التّسعيرة القارّة
* أسهم شركات مضمّنة بقائمة السّوق غير القارّة
* أسهم شركات استثمار أخرى ذات رأس مال متغيّر
* رقاع التّجهيز وسندات الدّولة
* رقاع وقع طرحها بواسطة الإكتتاب العام

بحيث يخصّص القسط الأوفر من ضمن تلك الأوراق ذات الدّخل القارّ، خاصّة منها سندات الدّولة.

ويجب في جميع الحالات أن تحترم تركيبة موجودات الشّركة قوانين تقسيم المخاطر :

* يجب على الشّركة عدم توظيف أكثر من 10 ٪ من موجوداتها في أوراق شركة واحدة، ما عدى الأوراق المطروحة أو المضمونة من طرف الدّولة.
* يجب على الشّركة أن لا تساهم في أكثر من 10 ٪ في رأس مال شركة واحدة.
* يمكن لرأس مال الشّركة أن يتغيّر في أيّ وقت كان حسب الطّلبات المسجّلة للإكتتاب ولإعادة الشّراء ممّا يستوجب باستمرار تعديل تركيبة الموجودات حتّى تستجيب دائما للشّروط التّرتيبيّة لاستعمالاتها في أوراق ماليّة ولتجزئة المخاطر المبيّنة أعلاه.

ـ لا يمكن للشّركة أن تتصرّف في أموال غير مواردها الذّاتيّة ، كما لا يجوز لها أن تقترض لتغطية حاجيات من أموال سائلة. وبالتّالي فإنّه يتحتّم على الشّركة تلبية كلّ طلبات إعادة الشّراء المصرّح بها من طرف مساهميها. ونتيجة لذلك يجب على الشّركة تعديل درجة سيولة موجوداتها حسب تكهّنات الإكتتابات وإعادة الشّراء.

قائمة المساهمين الأوائل

المساهمون	عدد الأسهم	المبلغ بالدّينار
الإتّحاد البنكي للتّجارة والصّناعة	2930	293 000
فتحي المستيري	10	1 000
إقبال بدوي	10	1 000
محمد صحبي بكّوش	10	1 000
أكرم بن عيّاد	10	1 000
خير الدّين كعباشي	10	1 000
جون فرنسوا ميسار	10	1 000
جون فرنسوا بلانجي	10	1 000
المجموع	**3000**	**300 000**

تقديـــــم الشّركـــــة

1 - معلومات عامّة

ـ التّسمية	الإتّحاد المالي علّيسة سيكاف
ـ هدف الشّركة	التّصرّف في محفظة أوراق مالية باستعمال مواردها الذّاتية فحسب.
ـ المقرّ	7 ، 9 نهج جمال عبد النّاصر ـ 1000 تونس
ـ الشّكل	شركة استثمار ذات رأس مال متغيّر.
ـ التّشريع الخاصّ	القانون عدد 92 لسنة 1988 الصّادر في 2 أوت 1988 ، كما تمّ تنقيحه بالقانون عدد 113 لسنة 1992 الصّادر في 23 نوفمبر 1992.
ـ التّرخيص	ترخيص وزير الماليّة المؤرّخ في 8 أفريل 1992
ـ تاريخ التّأسيس	15 سبتمبر 1993
ـ السّجل التّجاري	رقم 6436
ـ المدّة	99 سنة، بداية من تسجيل الشّركة بالسّجل التّجاري ، إلاّ في حالة حلّها المسبّق أو تمديد مدّتها طبقا لما ينصّ عليه قانونها الأساسي.
ـ رأس المال الأصلي	300.000 دينار مقسّمة إلى 3 000 سهم قيمة الواحد الإسميّة 100 دينار
ـ الباعث	الإتّحاد البنكي للتّجارة والصّناعة.
ـ المتصرّف	إدارة توجيه التّصرّف في الإدّخار الموظّف ـ بالإتّحاد البنكي للتّجارة والصّناعة ـ الوسيط لدى البورصة.
ـ المودّع لديه	الإتّحاد البنكي للتّجارة والصّناعة.

2 - الإدارة - التّسيير والمراقبة

مجلس الإدارة	
ـ الرّئيس	السّيد فتحي المستيري
ـ الأعضاء	السّيد محمد صحبي بكوش
	إقبال بدوي
	جون فرنسوا بلانجي
	أكرم بن عيّاد
	خير الدّين كعباشي
	جون فرنسوا ميسار
	الإتّحاد البنكي للتّجارة والصّناعة
مراقب الحسابات	شركة محمود كرّاي وشركائه
الإدارة العامّة	السّيد إقبال بدوي

الفهـــــــــرس

1 - تقديم الشركة

2 - سياسة الإستثمار للشّركة وأهداف التّصرّف

3 - الإدارة، التّصرّف ومراقبة أنشطة الشّركة

4 - الحقوق المتعلّقة بالأسهم المطروحة من طرف الشّركة

5 - الأشخاص الّذين يتحمّلون مسؤوليّة نشرة الإصدار

6 - تأشيرة بورصة الأوراق الماليّة بتونس

إنّ نشرة الإصدار هذه توضع على ذمّة العموم بمناسبة افتتاح رأس مال الإتّحاد المالي عليّسة سيكاف للإكتتاب العام.

يعرّف القانون عدد 92 لسنة 1988 الصّادر في أوت 1988 كما تمّ تنقيحه بالقانون عدد 113 لسنة 1992 الصّادر في 23 نوفمبر 1992 وكذلك القانون الأساسي للإتّحاد المالي عليّسة سيكاف بالشّروط العامّة لسير عمل الشّركة على أن يقوم النّظام الدّاخلي المقرّر من طرف مجلس الإدارة بتحديد الشّروط الخاصّة بتسيير الشّركة.

وتختصر نشرة الإصدار هذه على أهمّ الأحكام القانونيّة والنّظاميّة للشّركة لغاية تمكين المستثمرين من تقييم سياستها التّوظيفيّة وأهدافها ، وأنظمتها والإمكانات الموفّرة لإدارتها ، والتّصرف ومراقبة أنشطتها. كما تبيّن للمستثمرين حقوقهم المرتبطة بملكيّة أسهم الشّركة.

مسؤول الإرشاد :
السّيد اقبال بدوي
مدير عام الإتّحاد المالي ـ عليّسة سيكاف
مدير بالإتّحاد البنكي للتّجارة والصّناعة
مفوّض عام للإتّحاد البنكي للتّجارة والصّناعة
وسيط لدى بورصة الأوراق الماليّة

الهاتف : 345/949 - 333/977

نشـــــــرة إصـــــــدار

الإتّحـــــــاد المـالـــــــي علّيـــسة

شركـة استثمـار ذات رأس مـال متغيّر خاضعة لأحكـام القانون
عدد 92 لسنـة 1988 الصّـادر في 2 أوت 1988 كما تمّ تنقيحه
بالقانون عدد 113 لسنة 1992 الصّادر في 23 نوفمبر 1992

افتتاح رأس المال للعموم ابتداء من 15 نوفمبر 1993

أكتـــــوبر 1993

نشرة إصدار

ALYSSA SICAV

الإتحاد المالي عليسة